

SNCA

Certifiés, Agrégés e.i.L. **C**onvergence

Françoise Roche
Secrétaire Générale

5, rue Clisson 75013 PARIS / T 0684572075 / T 0153940753

FR41@wanadoo.fr / gc.roche@orange.fr

www.snca-nat.fr

COMMUNIQUE

Une rentrée fracassée

Les universités d'été des partis et autres groupes idéologiques qui ouvrent le bal de la rentrée ne sont pas seules à montrer combien la fracture est devenue le mode de fonctionnement de notre société. L'obsession des vedettes et des seconds rôles de la caste politique est de se mettre en scène pour l'échéance présidentielle qui surviendra dans deux ans. Pour quoi faire ? Des promesses d'abord et, en cas d'élection, des actes ensuite inversement proportionnels aux promesses !

Dans ce tohubohu, l'Ecole publique n'échappe pas à la béance grandissante entre les missions qui lui sont officiellement assignées et les contrefaçons qu'elle doit pourtant mettre en œuvre.

Le 24 août 2015, dans son discours aux autorités académiques, Najat VALLAUD-BELKACEM a eu le culot non seulement de prétendre que, sur la réforme du collège elle avait écouté tout le monde alors qu'elle a éconduit sans ambages le SNCA e.i.L. Convergence, mais de dire qu' « aucune société moderne ne peut faire le choix de laisser de côté une partie de sa jeunesse ou se résigner à voir le niveau d'ensemble des élèves se dégrader alors que l'économie de la connaissance dans laquelle ils grandiront impose d'élever sans cesse le niveau de qualification des nouvelles générations ».

Mensonges et contre-vérités. Le gouvernement auquel elle participe est totalement dévoué aux intérêts de la finance mondialisée. Or celle-ci et ses actionnaires rapaces exigent que les « connaissances » et les « qualifications » soient l'apanage de quelques-uns tandis que tous les autres reçoivent une formation au rabais tout juste bonne à fournir les « compétences » dont à un moment ou à un autre la recherche de leurs profits aura besoin.

Ce que le ministre de l'Education Nationale s'entête à nommer la refondation de l'Ecole de la République passe, sous ses décisions, par moins d'école pour tous, les stratégies éducatives familiales étant là, n'est-ce pas, pour compenser le manque à apprendre.

Ainsi sont maintenus en primaire les nouveaux rythmes scolaires dont la mise en place a montré à quel point ils étaient fallacieux. Une demi-journée de plus de présence à l'école ne signifie pas en effet que les élèves y travaillent une demi-journée supplémentaire, ce qui serait très bien ; mais qu'on y intègre des activités périscolaires plus ou moins formatrices payées par les municipalités très faiblement aidées par l'Etat. Résultats : les parents sont invités à mettre la main à la poche ... Et voilà que le principe de la gratuité de l'école publique hérité de ses pères fondateurs, s'envole ! Certains parents décident donc de retirer de l'école leurs chères têtes blondes lors de cette demi-journée supplémentaire afin de décider eux-mêmes du contenu des loisirs périscolaires de leur progéniture ; cette fois le principe d'obligation scolaire et celui de l'égalité des droits de tous à une même formation tombent comme de vieux morceaux de bois vermoulu ... D'ailleurs l'égalité des droits n'est-elle pas supplantée depuis belle lurette par l'antirépublicaine égalité des chances ?

Le SNCA e.i.L. Convergence qui a déjà dénoncé l'entorse à la laïcité que constituait l'intrusion d'équipes municipales plus ou moins politisées dans le choix du contenu de certaines séquences éducatives dispensées à l'école, considère que l'Ecole Laïque loin d'être refondée par les divers gouvernements de HOLLANDE est sapée dans son concept et sa mise en œuvre chaque jour davantage.

Pourtant, devant le déferlement des incivilités et la montée des menaces de dislocation des liens sociaux, l'Ecole de la République –du moins ce qu'il en reste- est chargée, dès cette rentrée, de donner des normes aux jeunes qui y sont formés. Par exemple, l'enseignement moral et civique sera donné dès l'école primaire et se poursuivra jusqu'en classe de terminale. Outre que les enseignants n'ont reçu sur le contenu de cet enseignement aucune formation, la « compétence » acquise dans l'enseignement d'autres disciplines devant avantageusement remplacer une « qualification » désormais superflue, le côté poudre aux yeux de cette nouvelle matière ne peut échapper à personne.

En effet, synthétiser, en quelques formules plus ou moins marquées au coin du bon sens, ce que doit être le comportement et la conduite des futurs citoyens a peu de portée quand se délabre de jour en jour, sous couvert d'autonomie des établissements, le recours au « socle commun » des grands textes fondateurs de l'humanisme et de la culture. Le désengagement de l'Etat dans la conduite de l'Ecole et la définition de ses programmes est le principal générateur des entorses faites à ses missions et du mal être grandissant des personnels auxquels il est donné de les assumer.

L'Ecole de la République n'est pas un joujou, Madame le Ministre, et les mots ont un sens même quand vous les utilisez à contre-sens et à contre-pied. Croyez-vous que les citoyens et ceux qui aspirent à le devenir laisseront encore longtemps, vous et vos semblables se gausser d'eux comme vous le faites ?

Capitalismus delendus est.

SFDB, le 28 août 2015

La secrétaire générale
Françoise Roche